

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 JUIN

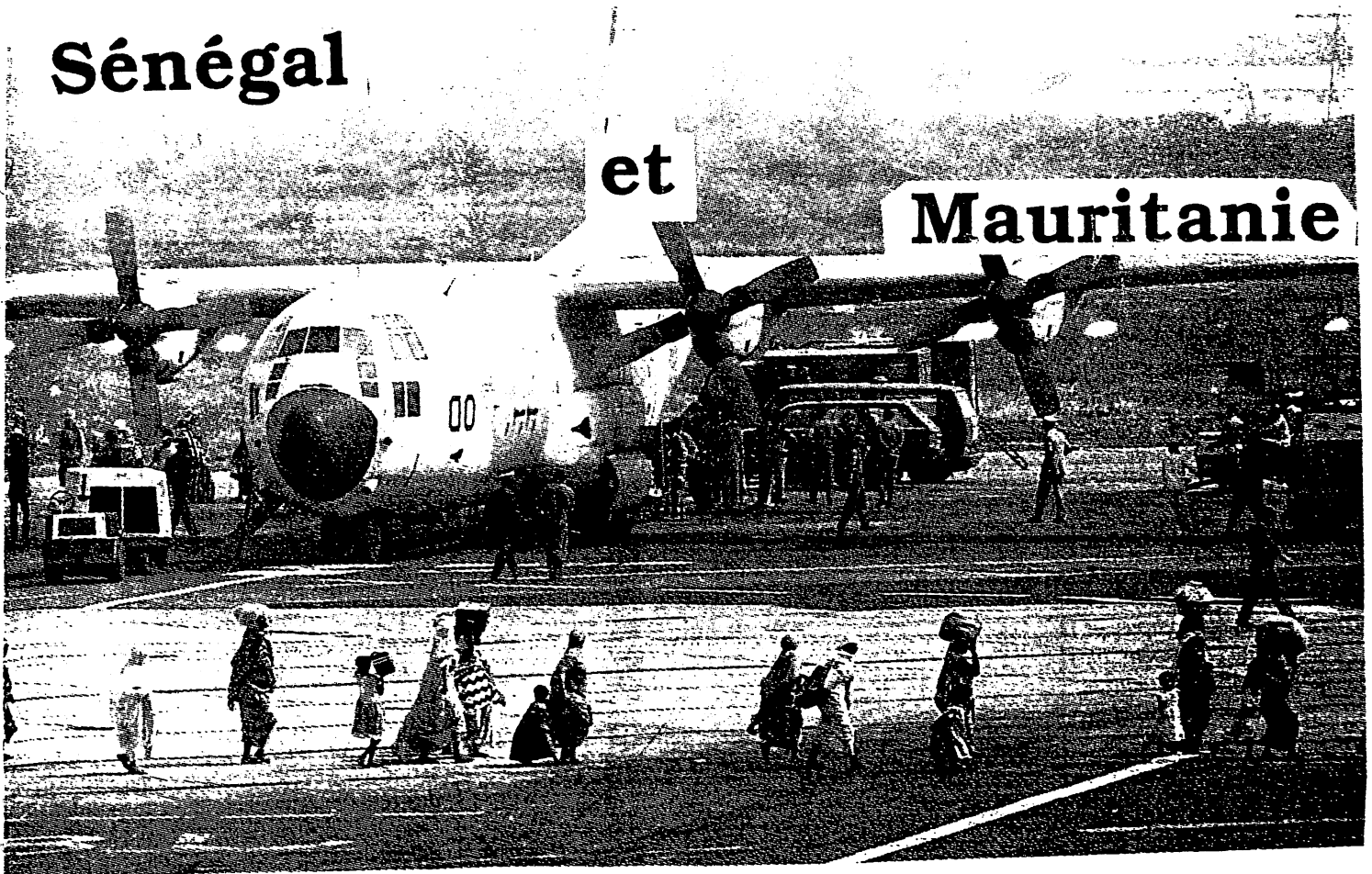
N°179

PRIX: 4 FF

Sénégal

et

Mauritanie



FACE

A LA MENACE DE LA GUERRE
IL FAUT L'UNITE DES EXPLOITES

sommaire

SENEGAL-MAURITANIE

FACE A LA MENACE DE LA GUERRE

IL FAUT L'UNITE DES EXPLOITES

Page 2

- Editorial

Page 3

- Sénégal : Quand Diouf se prend pour le défenseur des opprimés en Mauritanie.

Page 4

- Les politiciens de l'opposition sont d'accord avec Diouf...

Page 5

- Mauritanie : L'esclavage et ses séquelles.

page 6

- Un témoignage.

Page 7

- Quels objectifs le FLAM propose-t-il ?

Page 8

- Chine : C'est la dictature totalitaire qui tue et emprisonne.

Page 9

- L'Europe sans frontière sera celle des travailleurs.

Page 11

- Iran : Mort d'un dictateur.

Depuis les événements dramatiques d'Avril, Mai, qui ont causé des centaines de morts de part et d'autre, les deux gouvernements ont mis face à face leurs armées de part et d'autre du fleuve. Les frontières restent fermées, coupant carrément les liens entre les familles. Car ce sont les mêmes populations, peulhs et sarakolés, qui habitent au bord du fleuve. Les gens ont des frères et soeurs des deux côtés du fleuve.

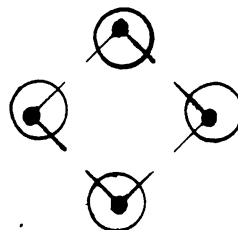
De quoi ont peur les deux gouvernements pour fermer la frontière et interdire les visites familiales? Ont-ils peur que les populations riveraines continuent à se fréquenter et à fraterniser indépendamment de leur nationalité?

Il est vrai que du point de vue de ces deux régimes, ils ont certainement besoin d'entretenir artificiellement cette frontière pour diviser les populations riveraines. Ces gens-là sont prêts à faire s'entretuer les pauvres pourvu que l'intérêt de leur Etat soit défendu.

Eh bien non, les travailleurs, mauritaniens comme sénégalais, n'ont pas à entrer dans ce piège.

Nous, travailleurs révolutionnaires, condamnons par avance la guerre que les deux régimes sont peut-être en train de préparer, ainsi que la fermeture des frontières, car en aucun cas nous voulons que nos parents restés au pays s'entretuent à cause de cette frontière héritée du colonialisme.

Nous pensons que la seule guerre qu'il faut mener, c'est contre nos exploiters et nos oppresseurs communs qui sont à la tête de ces Etats à la solde de l'impérialisme.



A B O N N E M E N T :

A D R E S S E

- France : pli ouvert 70FF; pli fermé 85FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER
B.P. 42 - 92114- CLICHY Cedex

-Etranger : même tarif mais uniquement en "coupons-réponses international.

SENEGAL

QUAND ABDOU DIOUF SE PREND POUR LE DEFENSEUR DES OPPRIMES EN MAURITANIE

Depuis le début du conflit, le gouvernement sénégalais, par le biais du journal "Le Soleil" qui est son porte-voix, n'a cessé de stigmatiser "les violations de droits de l'Homme" en Mauritanie. Il ne ratait pas une occasion pour dénoncer la "beydanisation" de l'Etat mauritanien, la "ségrégation", le "racisme" et "l'oppression culturelle" dont est victime la population noire.

Depuis la rencontre ratée des ministres de l'Intérieur des deux pays à Bamako, le gouvernement sénégalais met sur le tapis la question du tracé des frontières entre les deux pays. Abdou Diouf a déclaré que le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie n'aurait pas d'issue positive "tant qu'on ne mettrait pas en cause les questions fondamentales", à savoir "le retour aux frontières de 1933", c'est-à-dire le rattachement au Sénégal de l'intégralité de la vallée du fleuve.

Depuis 1960, le fleuve sert de frontière entre les deux pays et ce sont les mêmes peuples, les mêmes familles qui habitent de chaque côté. Et pourtant l'impérialisme français avait décidé qu'il y aurait deux Etats distincts des deux côtés du fleuve. Si le colonialisme français en avait décidé ainsi, ce n'est pas qu'il ne savait pas alors les conséquences que cette décision allait avoir. Bien au contraire, il en a décidé ainsi précisément parce qu'il savait que le tracé de cette frontière allait créer des conflits. Il était dans son intérêt de morceler en de très petits Etats les grands territoires qu'il s'était taillés en Afrique et qu'il avait bien pris soin d'administrer sous forme de grands ensembles (A.O.F., A.E.F.), tant qu'ils étaient sous son administration directe. Il a créé des frontières là où il n'y en avait pas, et les a tracées de telle sorte que cela pose des problèmes entre les populations, entre les Etats voisins.

Et à l'époque, ni Senghor, ni Ould Daddah n'ont refusé le "cadeau" que l'impérialisme leur laissait. Et pourtant, dès le début du partage du territoire entre le Sénégal et la Mauritanie (et ce, avant même l'indépendance), la contestation avait déjà fait jour dans les milieux politiques noirs de la future Mauritanie. Un ancien député, Abdoul Aziz Ba, dirigeant d'un mouvement politique réclamant le rattachement des régions de Kaïdi et de Selibady au Sénégal, fut arrêté par Ould Daddah.

La querelle entre le Sénégal et la Mauritanie à propos de la frontière ne date donc pas d'aujourd'hui. De temps en temps, les dirigeants sénégalais la remettent sur le tapis pour des motifs de propagande intérieure. Le gouvernement sénégalais a souvent offert l'hospitalité aux opposants bourgeois noirs de la Mauritanie, tandis que le journal "Le Soleil" les aide de temps en temps en leur servant de tribune. Et pourtant ceux qui en Casamance réclament à peu près la même chose et dénoncent "l'oppression du peuple casamançais" par l'Etat sénégalais ne trouvent pas autant de bienveillance auprès du gouvernement de Diouf. Combien d'entre eux ont été fusillés et combien croupissent encore en prison pour avoir tout simplement hissé dans la cour d'une école, à Ziguinchor, le drapeau de leur région ?

Alors, quand Diouf dénonce l'oppression de la population noire en Mauritanie, son souci n'est certainement pas le sort de la population noire pauvre de ce pays. C'est une démarche purement hypocrite qu'il utilise pour faire oublier qu'il opprime son propre peuple. C'est ainsi aussi que la plupart de nos dirigeants d'Afrique utilisent la dénonciation de l'Apartheid. Depuis 1987, le régime de Diouf fait face à une vague de contestation. La politique d'austérité qu'il fait subir à la population laborieuse pour faire plaisir au F.M.I., a provoqué le mécontentement populaire. Diouf a trouvé dans ce conflit un moyen pour détourner la colère des pauvres en développant une propagande nationaliste et chauvine. Dans une certaine mesure ça lui a réussi ; mais pour combien de temps ?

SENEGAL : LES POLITICIENS DE L'OPPOSITION SONT D'ACCORD AVEC DIOUF
SUR LE TERRAIN DU NATIONALISME ANTI-MAURE

Abdou Diouf peut aujourd'hui s'estimer heureux d'avoir pu réaliser à l'occasion des récents événements, un consensus avec les partis de l'opposition, sur le thème du nationalisme et du chauvinisme.

En effet, la plupart des partis de l'opposition comme le PDS, le PIT, le RND et d'autres n'ont pas dit autre chose que Diouf dans ce conflit. Et même quand ils prétendaient (comme le PDS) dire autre chose que Diouf, c'était sur le même terrain du nationalisme, en faisant de la surenchère.

Les événements avaient à peine éclaté que Wade était déjà pour une solution militaire. Il a déclaré alors : "Si j'étais Président j'aurais envoyé les paras à Seli-bady." Ce qu'il reprochait à Diouf c'était sa "mollesse" envers la Mauritanie. Depuis Diouf a eu le temps de se rattrapper. Le massacre, le pillage et l'expulsion des ressortissants mauritaniens ont "réhaussé", si l'on peut dire, son image auprès des dirigeants de l'opposition.

Avant d'organiser la rencontre avec les représentants mauritaniens pour d'éventuelles négociations, Diouf avait reçu la plupart des dirigeants de l'opposition. Le représentant du PIT se dit totalement satisfait de la démarche présidentielle. Il a même déclaré qu'il était nécessaire que toutes les forces vives du Sénégal s'unissent pour "défendre les frontières".

Le PDS d'Abdoulaye Wade ne semble pas très content du succès de Diouf sur son propre terrain, celui du nationalisme anti-maure. Il n'est pas content non plus que Diouf fasse de la débauche dans son propre camp. Le PIT va-t-il lâcher "l'alliance pour le sopi" en faveur de l'alliance pour la mangeoire avec Diouf comme l'a fait auparavant le PDS-R en se séparant du PDS de Wade ? L'avenir le dira.

Mais Wade lui-même n'a-t-il pas, l'année dernière, demandé la formation d'un gouvernement "d'union nationale" avec Diouf ? Reprocherait-il à Dansoko, le dirigeant du PIT, d'avoir la même ambition que lui ?

MAURITANIE : L'ESCLAVAGE ET SES SEQUELLES

En 1979, les galonnés féodaux de Nouakchott, bien "civilisés" qu'ils sont, ont décidé d'abolir officiellement l'esclavage. Mais dans les faits, il existe toujours. Bien sûr ce n'est pas sous la forme de traite des noirs comme faisaient les Européens qui avaient tous les droits de vie ou de mort sur leurs esclaves. Mais il existe sous une forme domestique.

Il y a une partie de la population noire maure appelée haratines (esclaves) de souche négro-africaine, réduite en esclavage par les arabo-berbères depuis plusieurs générations. Ces noirs étaient soit enlevés depuis leur jeune âge, soit capturés au cours de razzias dans les siècles passés. Aujourd'hui cette population noire se considère comme beydane (maure). Elle parle la langue maure, elle a la même culture, les mêmes coutumes. Et même ceux qui vivent au Sénégal et au Mali ont gardé ces coutumes. De ce fait, il y a un lien très étroit entre les arabo-berbères et leurs anciens esclaves. Cela explique peut-être le fait qu'une partie des Haratines, malgré le mépris et un certain racisme des arabo-berbères, reste attachée à la communauté maure. Mais il est certain que cet attachement peut se trouver renforcé par le mépris que la communauté noire dite négro-africaine leur manifeste également. Ainsi, les Haratines peuvent-ils avoir le sentiment d'être rejetés de tous les côtés.

A la campagne les féodaux nomades conservent leurs esclaves. Ils surveillent les chameaux, les moutons et les boeufs de leurs maîtres. Leurs femmes s'occupent des travaux ménagers pendant que les féodaux se délassent sous leurs tilisses (tentés) ou mangent leur n'gomou (repas traditionnel).

Par ailleurs, dans des villages habités par des Haratines, il n'est pas rare de voir des féodaux venir pour exiger qu'on leur donne une partie de la récolte en prétextant que la terre leur appartient. Ainsi à Nagara, village malien, un féodal mauritanien nommé Mohamed Falloul, bien que le village soit situé au Mali, n'hésite pas à venir réclamer auprès des Haratines de nationalité malienne, c'est-à-dire ses anciens esclaves, une partie de la récolte.

Les autorités maliennes, négro-africaines qu'elles sont, manifestent une totale indifférence par rapport à ce mépris à l'égard des Haratines, pourtant noirs comme elles. Car elles se sentent plus solidaires de ces féodaux riches, racistes et mauritaniens, que des pauvres maliens haratines.

Depuis la sécheresse de 72, une grande partie des féodaux a perdu son bétail. Un certain nombre est parti en ville. Les uns sont devenus des commerçants, petits boutiquiers, comme ceux de Dakar ou Abidjan. D'autres, de petits transporteurs, voire des taximen dans les grandes villes mauritaniennes. Quant aux Haratines, un certain nombre d'entre eux, ayant quitté la campagne, est venu dans les villes. Certains sont vendeurs d'eau à la criée, de viande grillée ou de poisson à Nouadibou. Bref, ils sont devenus des bana-bana ou des employés domestiques dans toutes les grandes villes de la Mauritanie, du Sénégal et du Mali. Ils font partie de la population la plus pauvre de l'Ouest-Africain.

S'il est vrai que la grande majorité des Haratines sont des pauvres, il y a quand même quelques-uns d'entre eux qui sont riches, voire même qui sont ministres dans le gouvernement actuel.

... / ...

L'esclavage a aussi existé au Mali, au Sénégal, à l'intérieur de la communauté négro-africaine même. Il y a aussi laissé des séquelles, à tel point que dans certains villages soninkés il y a des quartiers qu'on appelle coman-kani (quartiers d'esclaves) et horon-kani (quartiers des hommes libres). Et le mariage entre les anciens féodaux et les anciens esclaves ne se pratique toujours pas, particulièrement dans les villages. Et chez les toucouleurs, les woloff, chez les bambaras, c'est presque la même situation. C'est d'ailleurs la même chose dans la plupart des pays d'Afrique comme le Niger, le Tchad, le Cameroun, le Nigéria etc.

Et dans tous ces pays, bien que l'esclavage n'existe plus, le préjugé reste. Les anciens esclaves sont considérés comme caste inférieure. Dans les grandes fêtes, par exemple, ce sont eux qui viennent effectuer les travaux ménagers sous le regard orgueilleux et fier de leurs anciens maîtres. Les rapports ne sont cependant pas conflictuels même si la hiérarchie traditionnelle est maintenue.

Tous ces préjugés d'infériorité et de supériorité entre anciens esclaves et anciens féodaux sont quelque chose de révoltant car dans leur grande majorité ils sont dans la même situation sociale avec parfois la même misère et les mêmes problèmes. Aujourd'hui la situation des Haratines est dramatique et révoltante. Il est inadmissible à l'aube du 21ème siècle qu'il y ait encore des gens qui se permettent de dire qu'ils possèdent des êtres humains comme esclaves sous n'importe quelle forme que ce soit.

Nous travailleurs révolutionnaires africains sommes solidaires des Haratines qui veulent lutter pour l'égalité des droits avec les autres ethnies mauritaniennes. Mais nous pensons aussi qu'il faut mener une lutte acharnée contre toutes les oppressions et contre les exploités pour en finir avec ce régime barbare qui cherche à nous diviser entre exploités haratines, beydanes ou négro-africains. Nous devons nous unir comme les ouvriers de Zouérate en 1968, car en tant que travailleurs nous faisons partie de la même classe, de la même "race", celle des opprimés, celle des exploités.

UN TEMOIGNAGE

Un village mauritanien, Garly, situé au bord du fleuve à côté de Matam, habité par des Halpulars, a été déserté par ses habitants par peur d'un massacre par l'armée de Ould Taya. Ce village se trouve dans le département de Magama.

Pendant les événements, il y a eu des Maures blancs (beydanes) qui se sont présentés au bord du fleuve pour fuir la terreur. Ils ont trouvé des piroguiers mauritaniens à qui ils ont demandé qu'on les fasse traverser. Les piroguiers ont refusé, prétextant que leur pirogue était trop petite. Les Maures ont trouvé le moyen de traverser et une fois de l'autre côté ils sont allés se plaindre auprès des autorités mauritaniennes. Tous les villageois furent convoqués. Les autorités leur ont demandé pourquoi ils ont refusé, depuis combien de temps ils habitent ce village. Certains sont nés dans ce village, d'autres sont là depuis plus de quarante ans.

Les autorités les ont menacés et leur ont interdit de rendre visite à leurs parents de l'autre côté du fleuve. Pour un cas similaire, l'armée d'Ould Taya a massacré des gens dans un village voisin. Ce qui fait que les habitants de Garly, par peur, ont pris les devants, traversé le fleuve la nuit, pour aller se réfugier auprès de leurs parents sur l'autre rive.

Leur crainte était justifiée car le lendemain, l'armée d'Ould Taya s'est présentée au village et a confisqué les biens que les villageois n'avaient pas pu évacuer. Tels sont les agissements de ces galonnés pourris.

QUELS OBJECTIFS LE FLAM PROPOSE-T-IL

AUX POPULATIONS OPPRIMEES DE MAURITANIE ?

Plusieurs siècles après l'entrée du capitalisme et 30 ans après les indépendances, on continue de tuer au nom de l'ethnisme en Afrique.

En Mauritanie cela prend la forme d'une oppression maure contre les Haratines et les Négro-africains considérés comme des êtres inférieurs à cause de la couleur de leur peau par les Maures blancs, les Beydanes. Cette politique discriminatoire des Maures blancs, l'arabisation forcée, le favoritisme racial ont alimenté au sein de l'intelligentsia négro-africaine la montée de tendances incitant à l'affrontement racial.

Différentes tendances sont regroupées au sein du FLAM (Front de libération des Africains de Mauritanie). Certains préconisent le rattachement de la zone du fleuve au Sénégal. D'autres, le "noyau dur", sont pour un pouvoir noir à Nouakchott. D'autres enfin semblent limiter leurs ambitions à une simple représentativité plus équitable au sein de l'appareil d'Etat existant.

C'est le cas de FLAM-EUROPE qui vient de publier une déclaration à la suite des affrontements opposant les deux communautés. FLAM-EUROPE "lance un appel à tous les Mauritaniens" contre le fait que sur "le plan politique et administratif les Négro-africains occupent des postes de seconde zone,... contre le déséquilibre au sein du corps diplomatique etc." et affirme que "une redistribution du pouvoir tant politique qu'économique est indispensable". Selon cet appel, "doit être bannie à cet égard la fameuse règle des 4/5 (qui réserve la quasi-totalité des postes aux Beydanes). Il faut l'homme qu'il faut à la place qu'il faut."

C'est vrai que les Noirs sont considérés comme des citoyens de seconde zone et cela n'est pas une invention de l'intelligentsia noire. Mais quelle perspective les nationalistes noirs proposent-ils à la population négro-africaine ?

Ce ne sont pas les privilèges et la dictature qui révoltent les gens du FLAM mais le fait que ces privilèges sont monopolisés par les seuls Maures blancs. Pour peu qu'ils soient admis aux postes qu'ils revendiquent et à la mangeoire gouvernementale ils sont candidats à l'oppression, à l'exploitation des blancs et des noirs pauvres qui ne sont nullement concernés par cette "redistribution du pouvoir" réclamée par les nationalistes..

Les injustices et la sauvagerie de la société capitaliste font que le repli sur soi, l'ethnisme et d'autres vestiges du passé peuvent apparaître comme un refuge. En réalité, c'est un fossé sur lequel les privilégiés du régime et ceux qui rêvent de s'y associer entretiennent un climat de tension et de haine. Jusqu'à quel point ce dernier affecte-t-il les populations pauvres en général et le prolétariat de ce pays exangue en particulier ?

Dans le passé les travailleurs des mines de fer de Zouérate ont su montrer la voie par leur courage, leur capacité à s'unir, quelle que soit la couleur de leur peau ou leur ethnie, contre leurs exploiters. Ils ont montré qu'en Mauritanie il est possible pour les travailleurs blancs et noirs de se battre coude à coude pour leurs revendications sociales. Tout dernièrement en décembre 88 jusqu'au déclenchement des événements avec le Sénégal, une vague de mécontentement et de luttes a unifié la jeunesse scolaire de Nouakchott. Blancs et Noirs ont eu à faire face à la même dictature.

Alors il est non seulement possible mais indispensable que les pauvres, tous ceux qui subissent l'oppression, quelle que soit leur ethnie, s'unissent pour se battre ensemble, pour mettre en place une société débarrassée de toute forme d'oppression et d'exclusion. Mais cela suppose qu'il y ait parmi les travailleurs haratines, beydanes ou négro-africains, des militants qui mettent en avant tout ce qui peut unir les exploités et leur donner le maximum de chance de réussir à transformer la société. Et si dans une telle société des gens veulent conserver des paritucalari-tés, culture, langue etc..., libre à eux. Mais ce ne sera certainement pas par opposition à leur voisin.

Ce que le FLAM veut c'est tout simplement un partage du pouvoir. Cela n'a rien à voir avec la fin de la dictature et de l'oppression, bien au contraire.

CHINE : CE N'EST PAS LE COMMUNISME

MAIS UNE DICTATURE TOTALITAIRE QUI TUE ET EMPRISONNE

C'est de façon tragique que le bras de fer qu'il y a eu entre le pouvoir chinois et les étudiants ayant la sympathie d'une partie des populations, vient de prendre fin. Face à la protestation des étudiants, les autorités chinoises n'ont pas trouvé mieux que de transformer la place Tien An Men en un vaste cimetière. Elles ont décidé de lâcher les troupes contre les manifestants qui, pour se défendre, n'avaient que leurs slogans et les mains nues. On parle de 3000 victimes parmi les manifestants et sans doute plus.

Ce massacre a suscité beaucoup de réactions indignées à travers le monde. Les plus vives, mais aussi les plus hypocrites, sont venues des hommes politiques occidentaux, ceux-là mêmes qui, il n'y a pas longtemps, ne tarissaient pas d'éloges devant la politique de l'actuelle bureaucratie chinoise. Quant à celle-ci c'est, non sans arrogance qu'elle a essayé de justifier ses crimes : traitant les manifestants de contre-révolutionnaires, c'est au nom du communisme qu'elle essaie de faire passer sa répression sauvage.

L'actuel Etat chinois est né à la suite d'une révolution qui a eu lieu en 1949-1950. Cette révolution conduite par Mao, qui s'est appuyé sur la paysannerie, était l'une des révolutions bourgeoises et populaires les plus radicales de l'époque contemporaine. Mais elle n'a pas pu éviter à la société chinoise et à l'Etat chinois de connaître les mêmes problèmes et les mêmes contradictions que d'autres peuples connaissent ailleurs à cause de la domination capitaliste à l'échelle mondiale.

Bien que à l'origine des problèmes de misère, d'injustices aient été en partie résolus en Chine, la révolution maoïste a fini par profiter surtout à une couche de privilégiés, une bureaucratie composée en majorité d'intellectuels bourgeois. Et ces dernières années, avec l'approfondissement de la crise actuelle et la politique de privatisation et de libéralisation économique conduite par Deng Xiao Ping, les problèmes que connaissent les masses se sont aggravés. La manifestation des étudiants, qui se situe dans la lignée d'une vieille tradition de contestation estudiantine dans ce pays, en a été l'écho. Et en donnant l'armée, avec ses mitrailleuses, ses chars, ses canons contre des manifestants aux mains nues, le pouvoir a montré son vrai visage, celui d'une dictature corrompue et totalitaire, qui n'est ni moins odieuse ni moins criminelle que celles que l'on connaît ailleurs, de Mobutu, Bongo ou Pinochet.

Dans la presse occidentale, on parle de faillite du communisme. Deng Xiao Ping lui-même se sert de cette idéologie pour couvrir les crimes de sa dictature, lui le champion de la privatisation, lui qui a invité les privilégiés chinois à s'enrichir davantage et les capitalistes occidentaux à faire des affaires et des profits en exploitant les masses chinoises.

Non ! C'est faux. Deng Xiao Ping n'est pas plus communiste que des dictateurs comme Menghistu ou Kérékou ne sont socialistes. Comme ces derniers, Deng Xiao Ping est un dictateur, le dirigeant d'une dictature qui n'est communiste que de nom, qui ne se sert de l'idée du communisme que pour tromper la population et exercer sa répression massive afin d'empêcher que ne se développe le mécontentement et la révolte contre la pauvreté et l'absence de liberté, alors que les dirigeants eux, mènent un train de vie digne des seigneurs de guerre ou des dignitaires du régime impérial contre lesquels les populations pauvres ont justement fait la révolution de 1949.

Le communisme ne sera une réalité et non une illusion ou un prétexte utilisé par n'importe quel dictateur contre les pauvres que le jour où, à l'échelle du monde, le vent de la colère des prolétaires, des pauvres de Chine et d'ailleurs, aura balayé et débarrassé la planète des parasites du genre Deng Xiao Ping, Mobutu et autres.

LA VERITABLE EUROPE SANS FRONTIERE ET DEBARRASSEE

DE TOUS LES ANACHRONISMES SERA CELLE DES TRAVAILLEURS!

La campagne électorale pour les élections européennes se déroule sous le signe de "l'Acte Unique Européen" qui prendra fait le 1er janvier 1993. Cet Acte Unique prévoit pour "l'Europe des douze", "un espace sans frontières intérieures" pour la "libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux".

Le patronat utilise "l'horizon 92-93" comme un épouvantail pour bloquer les salaires, augmenter les rendements voire pour licencier en disant qu'il faut que les travailleurs fassent des sacrifices sur les salaires, qu'ils revendiquent moins et défendent "leurs" entreprises pour qu'elles soient en mesure de supporter la concurrence.

Pour les patrons, la signature de l'Acte Unique n'est bien sûr qu'un prétexte de plus pour faire des super profits sur le dos des travailleurs. S'il y a, rien qu'en France 3 millions de chômeurs ce n'est certainement pas à cause de l'Acte Unique! Mais le patronat et la droite ne sont pas les seuls à utiliser "la construction de l'Europe" pour faire pression sur la classe ouvrière. Le Parti Socialiste de Mitterrand utilise à sa manière la même politique en l'enrobant d'un discours à peine différent. Il dit en l'occurrence aux travailleurs que pour mériter l'Europe, il faut savoir se priver dans un premier temps afin d'en récolter les fruits plus tard.

Quant au Parti Communiste, il utilise l'épouvantail de l'Europe de 93 dans l'autre sens, à savoir que l'entrée de la France dans le "marché unique" va être le règne des multinationales étrangères sur la France, la fin de la "souveraineté nationale" et la perte des "acquis" de la classe ouvrière française. Comme si le PCF disait qu'il valait mieux pour la classe ouvrière française être exploitée par les bourgeois "bien de chez nous" que par les méchants patrons d'outre Rhin! Le PCF joue ainsi la fibre nationale et chauvine, faisant du cocorico à défaut d'avoir une politique réellement communiste, c'est-à-dire internationaliste, à proposer à la classe ouvrière. Ce qu'il reproche aux autres grands partis, c'est de ne pas bien défendre les intérêts de la France en Europe.

Quant aux "acquis" qu'il faudrait soit-disant défendre et qui seraient menacés par la libre circulation des capitaux et la suppression de certaines barrières douanières, cela fait bien longtemps que la bourgeoisie française les a grignotés et continue de les grignoter sans attendre 1993 !

Acte Unique Européen ou pas, tout dépend de la volonté de la classe ouvrière de ne pas accepter le sort qu'on lui réserve. Si elle ne bouge pas, de toute façon la bourgeoisie "française" ou pas n'a pas l'intention de lui faire des cadeaux. L'Europe que les bourgeois veulent construire, cela fait plus de 30 ans qu'ils en parlent puisqu'il en est question depuis le Traité de Rome en 1957. Après plus de 30 ans, il n'est même pas encore question de faire tomber toutes les barrières douanières, ni de supprimer toutes les prérogatives de chaque Etat sur son marché intérieur protégé. A plus forte raison, il est encore moins question de perdre la "souveraineté nationale" des Etats.

Les douaniers disparaîtront peut-être à l'intérieur des frontières entre les douze Etats, mais les frontières seront bel et bien maintenues même si elles sont complètement anachroniques, même s'il existe un passeport européen unique.

Cela fait bien longtemps que toutes les frontières et ces vieux Etats hérités des siècles passés sont complètement étriqués et étouffants pour les populations qui y vivent. Certains de ces Etats comme le Luxembourg, la Belgique, le Lichtenstein, la Suisse, la Hollande sont tellement petits qu'on a du mal à distinguer leurs frontières dans une mappemonde.

Quand les bourgeois parlent de "construire l'Europe", il ne s'agit même pas pour eux de parler de toute l'Europe mais des seuls douze pays qui, à eux tous, ne recouvrent qu'une très petite partie de l'ensemble du continent. "Construire" cette Europe pour eux c'est essayer de l'adapter aux besoins du capitalisme moderne. Mais même cela, ils n'y arrivent pas, tant les contradictions, les conflits d'intérêts spécifiques et égoïstes de chaque Etat sont énormes. Même pour la simple exportation des pâtes alimentaires, il faut des pages et des pages de lois et règlements tatillons et des nuits entières de délibération à Strasbourg pour ne pas défavoriser tel trust au détriment de tel autre.

Même après 92, il n'y aura pas en réalité "une Europe" ni un "marché unique" comme il peut en exister dans un seul pays. "L'unification" de l'Europe, même sous sa forme toute bancale de celle du marché unique de 1993 est, un pas en avant. Bien sûr, si les bourgeois la font, ce n'est pour qu'elle aille dans le sens contraire de leurs intérêts. Mais les prolétaires n'ont pas à craindre la perte de la "souveraineté nationale", car il n'y a pas de différence entre le fait d'être exploité par un bourgeois bien de chez soi et un bourgeois "étranger". C'est d'ailleurs depuis belle lurette que les capitaux n'ont plus de couleur nationale et que les trusts dominent, pas seulement l'économie européenne, mais toute l'économie mondiale. Les capitaux n'ont même plus besoin de traverser les frontières pour spéculer dans les places boursières et faire des OPA. Tout se fait par le biais de l'informatique à la vitesse électronique.

Alors, le prolétariat n'a pas besoin de ces frontières pour se protéger d'on ne sait quel ennemi puisque son ennemi numéro un c'est d'abord sa propre bourgeoisie. Non seulement les frontières ne le protègent pas, mais au contraire elles servent à la bourgeoisie pour enchaîner les exploités, pour les isoler les uns les autres, pour les empêcher d'unir leurs forces, pour les piéger, voire pour les faire s'entre-tuer entre pauvres dans des guerres opposant des puissances rivales. Toutes ces frontières, tous ces Etats sont dépassés et rétrogrades. Il faut les détruire au lieu de les défendre pour unifier réellement les peuples dans la fraternité. Mais cette tâche ne pourra être que celle des exploités contre les exploités.

IRAN : LA MORT D'UN DICTATEUR, MAIS PAS D'UNE DICTATURE

La mort de Khomeiny a provoqué des scènes de désespoir, des manifestations au cours desquelles il y a eu 8 morts. Cela fait neuf ans que cet homme a réussi à mobiliser la population iranienne pour instaurer sa dictature et même à l'entraîner dans la guerre contre l'Irak. Comment se fait-il que ce chef religieux ait réussi cela ?

Dans les années 1970, le Shah d'Iran était contesté par toutes les couches de la population. Son régime reposait sur une dictature féroce de la police et de l'armée. Cela n'a pas empêché, à partir de 1978, son pouvoir de s'écrouler devant la protestation, les manifestations, les grèves de l'ensemble de la population iranienne. C'était un véritable soulèvement populaire.

Il existait certes des organisations d'opposition. Il y avait le Parti communiste qui était fort dans le passé mais aussi des organisations nationalistes de guérilla.

Mais ces organisations n'ont pas trouvé autre chose à proposer aux populations que ce que leur disaient déjà les mollahs acquis aux thèses de Khomeiny. Le Parti communiste, par exemple, avait su résister à la répression sanglante exercée par le Shah et avait une certaine implantation dans les quartiers pauvres et dans la classe ouvrière en général. Il aurait pu proposer d'autres perspectives, une autre politique, une politique prolétarienne aux populations révoltées. Mais il ne l'a pas fait. Il n'a même pas cherché à mettre les gens en garde contre les mollahs, en leur expliquant que ceux-ci ne portaient pas les intérêts de l'avenir. Tout ce qu'il a fait c'était de s'aligner derrière les mollahs sous prétexte de ne pas nuire à l'unité de l'opposition contre la dictature du Shah. Et c'est cette attitude des autres organisations, notamment le Parti communiste, qui a facilité la tâche à Khomeiny et lui a permis de se rallier les populations dont il a canalisé la révolte au nom de l'Islam.

Ce fut donc Khomeiny, ce chef religieux pourchassé par la dictature du Shah, qui a réussi à combler le vide politique qui existait en Iran.

Il s'était présenté comme un adversaire résolu. Sa contestation se faisait au nom de l'Islam. Il tenait un langage anti-américain, anti-impérialiste. Il a utilisé pour cela la hiérarchie religieuse, les mollahs qui sont bien proches de la population pauvre, pour l'encadrer et la mobiliser, non seulement contre le régime pourri du Shah, mais aussi pour écraser les organisations d'opposition iraniennes et prendre le pouvoir.

C'est ainsi que Khomeiny a remplacé la dictature du Shah par celle des mollahs. C'est ainsi qu'il a entraîné la population iranienne dans une guerre contre l'Irak qui a fait un million de morts.

Au début de son régime, il est vrai que le langage radical de Khomeiny, son défi verbal à l'impérialisme au nom de l'Islam a réussi à créer un certain courant de sympathie au sein de la population africaine, plus particulièrement celle qui est islamisée. Mais, quoi qu'il en soit, le régime qu'il a instauré est une véritable dictature, féroce à l'égard de tous ses opposants, comme l'a été celui du Shah. L'expérience iranienne montre que quand une population se révolte, quand elle est déterminée, elle peut abattre n'importe quel régime qui l'opprime ; mais que pour en finir avec l'oppression et l'exploitation, il faut aux exploités une organisation et une politique propres à eux pour mener à bien leur révolution.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.